



Communiqué de presse – 22/09/2014

## Incidents de Morlaix le 19 septembre : ma réaction

La destruction des biens publics opérée par les légumiers du Nord Finistère en fin de semaine dernière doit interpellé tous les habitants de notre territoire. Je condamne évidemment très fermement ces exactions.

Au-delà de la violence et du gâchis que représente ce saccage du centre des impôts et de l'antenne locale de la Mutualité Sociale Agricole, il y a la force du symbole, et du paradoxe ; en appeler au soutien de l'État, tout en détruisant ses bâtiments est incompréhensible. Le saccage des locaux de la MSA représente quant à lui la négation même du système de solidarité qui doit prévaloir dans le milieu agricole. Il y a quelque chose d'insensé dans ce qui se passe régulièrement dans ce territoire sur lequel des forces destructrices et mortifères opèrent pour conduire à ce type de comportement d'un autre âge.

La complaisance et la quasi adhésion à ces thèses de violence dont font preuve plusieurs responsables professionnels et politiques sont par ailleurs particulièrement affligeantes, et même inquiétantes. Il n'est pas du ressort d'élus d'encourager des pratiques de ce type au risque de cautionner et d'accompagner intellectuellement le déclassé de leur propre territoire. Je mets donc en garde tous ceux qui sont tentés d'emboîter le pas à ce saccage de notre capital commun. La richesse d'un territoire se bâtit lentement, pourquoi devrions-nous assister à ce lamentable spectacle sans réagir ?

Ces manifestations de violence sont le signe d'une incapacité du monde agricole nord finistérien à s'adapter aux nouvelles données des marchés mondiaux. Là où d'autres territoires développent la recherche, l'expérimentation et se remettent en question, le secteur agricole nord finistérien préfère quant à lui s'enfoncer dans des logiques destructrices, accompagné en cela par ses élus syndicaux.

Aujourd'hui la dynamique agricole se situe sur d'autres territoires, des expériences novatrices qui donnent envie de croire en l'avenir de l'agriculture se développent ailleurs. Pourquoi un territoire comme le nôtre, disposant d'un tel potentiel, ne serait pas capable de rentrer à nouveau dans une logique de progrès économique et social ?

Il ne s'agit pas de nier les difficultés auxquelles est confronté notre système agricole aujourd'hui ; il existe une crise structurelle de notre modèle. Il y a des causes à identifier, elles sont partagées ; elles proviennent pour une part de l'État, de l'Europe, de la grande distribution, traditionnelle grande absente des débats, mais aussi de certaines organisations agricoles.

Il est temps, dès à présent, de changer notre logiciel de pensée. La violence à laquelle nous venons d'assister est un nouvel aveu d'échec de notre modèle agricole. Cette révolution des pratiques que j'appelle de mes vœux doit être collective et raisonnée. Il n'y a plus de temps à perdre.